

L'AVENTURE IRAKIENNE par Jean-Claude Courdy

On se perd en conjectures sur les urgences qui ont poussé G.W. Bush à prendre une décision aussi grave et hors de toute légalité que l'expédition de Bagdad.



Il est aujourd'hui patent que les stocks d'armes de destruction massive qui ont motivé l'entrée en guerre des Etats-Unis et de leur allié britannique n'existent pas en Irak. Il est également de notoriété que Saddam Hussein n'avait rien à voir avec Ben Laden. Ce n'est pas l'arrestation de l'ancien chef du Front de Libération de la Palestine, Abou Abas qui permet d'accréditer une liaison dangereuse de Saddam Hussein avec le terrorisme qui a frappé l'Amérique le 11 Septembre 2001.

Tous les services dits secrets savent qu'Abou Abas est un "Has been", retiré des "affaires" depuis 20 ans après avoir fait, un peu trop facilement, il est vrai, amende honorable en reconnaissant que l'arraisonnement de l'Achille Lauro était une erreur. Doux euphémisme pour les victimes, mais soit; le lien de l'Irak avec Al Qaeda n'a pas encore été établi.

Y aurait-il à cette urgente incursion dans les sables du désert irakien, un autre motif que ceux officiellement avancés ?

L'opinion mondiale avait franchi le pas en attribuant à la Maison Blanche, le désir de s'appropriier les richesses pétrolières de l'Irak. L'argument facile et trompeur n'était destiné qu'à alimenter la propagande des anti guerre.

A vrai dire, G.W. Bush et son équipe n'avaient pas fait de gros efforts pour démontrer le caractère caricatural de cette lecture primaire du processus de décision de l'hyper puissance. Dans un souci d'apaisement, aucun des protagonistes ni à l'ONU ni ailleurs n'a plus soufflé mot, depuis la chute de Bagdad, des visées pétrolières des Etats-Unis.

Dès que l'on parle pétrole, le monde pétrolier est solidaire, d'une solidarité qui ne recoupe pas forcément les clivages des Etats. Dans ses fonctions de président, M. Bush n'a pas tellement à se préoccuper des intérêts des compagnies pétrolières américaines pas plus que M. Chirac de ceux des compagnies françaises, sinon lorsque des intérêts nationaux essentiels sont en jeu.

Le scénario catastrophe qui change tout

Le 6 Novembre 2000, au grand dam de la Réserve Fédérale américaine, **l'Irak prenait la décision de remplacer le dollar par l'Euro dans ses transactions pétrolières**, y compris dans le programme pétrole contre nourriture des Nations Unies. Saddam Hussein décidait donc de convertir son fonds de réserve de dix milliards de dollars bloqué à l'ONU. Ce geste de défiance envers les Etats-Unis pour protester contre l'embargo, n'était pourtant pas favorable à l'Irak puisqu'à l'époque l'Euro était plus faible que le dollar. (1 Euro = 0,80 \$). Côté américain ce scénario réel fut aussitôt projeté sur un avenir possible au cas où les pays de l'OPEP notamment suivraient l'exemple de l'Irak en bloc et sans transition.

Les autorités fédérales américaines se virent soudain dans la situation où il leur faudrait négocier un nouveau "Bretton Woods", à moins d'engager un processus qui aboutirait à la chute de Saddam Hussein et préviendrait une contagion dangereuse voire mortelle pour une économie américaine endettée et vivant au dessus de ses moyens.

L'Iran avait semblé accréditer ce scénario catastrophe en proposant à l'Europe de recevoir en Euros, les paiements correspondants à ses livraisons de pétrole. De son côté, la Corée du Nord décidait le 7 Décembre 2002 d'opter pour l'Euro. Ainsi "l'axe du mal" dans son ensemble confortait le scénario du pire. Si on ajoute les décisions de la Chine et du Vénézuéla de procéder à une diversification de leurs réserves monétaires, on peut mesurer l'inquiétude américaine de voir remis en question son droit régalien d'émission de la monnaie de réserve mondiale.

A la veille d'un bouleversement des systèmes et doctrines macro économiques, **la guerre d'Irak serait comme un répit accordé à l'ancien monde** encore régi par la puissance dont le seul poids l'emporte pour l'instant sur celui de toutes les autres réunies, y compris d'une Europe dont l'identité a besoin d'être précisée pour former une véritable entité.

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net